



LA CULTURE

Bulletin trimestriel du Programme de la statistique culturelle

N° 87-004-XPB au catalogue

Hiver 1996

Vol 8, N° 4

La préservation du patrimoine naturel et historique du Canada

Lisa Shipley, Programme de la statistique culturelle

Article rédigé à partir de la documentation établie aux fins de la publication *Le Canada, sa culture, son patrimoine et son identité : Perspective statistique, édition 1997*. L'article qui suit donne un aperçu général des établissements du patrimoine et analyse plus à fond les parcs et les zones de conservation de même que les rivières du patrimoine. Un examen plus détaillé des lieux historiques et des musées, des galeries et des archives est présenté dans la publication précitée.

La géographie et l'histoire du Canada, tout comme les origines de ses peuples, ont largement contribué à façonner la culture canadienne d'aujourd'hui. La préservation du passé et la compréhension du présent permettent d'assurer le maintien d'un secteur culturel proprement canadien.

Établissements du patrimoine

Parmi les activités visant la préservation et la conservation du patrimoine naturel et historique du Canada, on compte notamment : la désignation de terres et de cours d'eau à titre de sites de protection ou de conservation; la commémoration de personnalités et d'événements importants de l'histoire du Canada; la préservation de la documentation canadienne, notamment des écrits et du matériel photographique; la constitution de collections d'oeuvres canadiennes. Les activités relatives au patrimoine permettent de préserver l'expérience canadienne, à des fins éducatives et récréatives, pour le public canadien d'aujourd'hui et de demain.

Les dépenses publiques totales au titre des établissements du patrimoine ont excédé 1 milliard de dollars en 1994-1995 et sont demeurées relativement stables depuis 1991-1992 (voir le tableau 1). Les dépenses fédérales ont représenté 56 % des dépenses publiques totales au titre des établissements du patrimoine en 1994-1995 (soit une baisse de 2 % par rapport à 1991-1992), alors que les dépenses des provinces et des territoires ont compté pour 41 % du total en 1994-1995 (soit une hausse de 2 % par rapport à 1991-1992). Le reste des dépenses publiques, soit 3 %, provient de sources municipales (qui comprennent les administrations régionales et locales). Depuis 1991-1992, les dépenses fédérales au titre du patrimoine ont enregistré des baisses constantes bien que peu élevées. Par ailleurs, les dépenses provinciales/territoriales et municipales ont fluctué au cours de cette période.

Les musées, les galeries et les archives ont accaparé la plus grande partie des dépenses consacrées au patrimoine par chacun des trois paliers d'administration publique. Ces établissements du patrimoine ont obtenu 36 % des fonds fédéraux, 61 % des fonds

provinciaux et territoriaux et 69 % des fonds municipaux affectés au patrimoine en 1994-1995. Les parcs naturels, quant à eux, ont reçu 30 % du budget fédéral destiné au patrimoine au cours de la même période¹. Les provinces et les territoires ont consacré 15 % du budget réservé aux établissements du patrimoine aux parcs naturels et 15 % aux lieux historiques. À l'échelle des administrations locales, les lieux historiques ont accaparé la partie résiduelle, soit 31 %, des dépenses au titre des établissements du patrimoine.

Parcs et zones de conservation

La géographie et l'histoire du Canada sont étroitement liées. Les rapports entre les peuples et la terre se manifestent dans toutes les facettes de la vie culturelle canadienne, qu'il s'agisse des oeuvres des arts visuels ou des sports pratiqués. Bien que le Canada ne représente que 7 % du territoire mondial, il compte 20 % des espaces naturels mondiaux qui subsistent. Près de 800 000 kilomètres carrés du territoire sont recouverts de masses d'eau douce, comme les rivières et les lacs, qui font du Canada la source d'eau douce la plus importante à l'échelle mondiale. Les 39 régions naturelles terrestres et les 29 régions naturelles marines du Canada abritent des milliers d'espèces fauniques et végétales. L'Enquête sur les établissements du patrimoine de Statistique Canada² indique que, en 1993-1994, plus de 56 millions de personnes ont visité ces

¹ Les dépenses fédérales au titre des parcs comprennent l'aide financière accordée au réseau canadien des parcs nationaux de même que certains fonds affectés aux parcs provinciaux.

² L'Enquête sur les établissements du patrimoine vise uniquement les parcs et les zones de conservation sans but lucratif qui se caractérisent par un volet axé sur l'éducation ou l'interprétation. La plupart de ceux-ci sont administrés par l'État.

suite p. 2

Dans ce numéro...

La préservation du patrimoine naturel et historique du Canada	1
Écoute de la radio – Automne 1991 – Automne 1995	5
La fréquentation des cinémas et les ciné-parcs est toujours en hausse	7
Points saillants de données de 1994-1995 sur les dépenses publiques au titre de la culture	9



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Tableau 1
Dépenses publiques au titre du patrimoine, 1991-1992 à 1994-1995

		1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Dépenses publiques totales au titre de la culture¹	(en milliers de \$)	6 053 439	6 197 825	6 160 831	6 125 527
Dépenses totales au titre du patrimoine	(en milliers de \$)	1 113 444	1 149 111	1 110 418	1 108 899
Fédéral – Dépenses totales, patrimoine	(en milliers de \$)	641 500	629 141	624 628	622 171
	(%)	100,0	100,0	100,0	100,0
Parcs naturels	(%)	27,0	25,5	30,4	33,5
Parcs et lieux historiques	(%)	10,8	12,3	9,5	10,8
Musées, galeries, archives	(%)	36,6	34,6	33,0	36,2
Autres établissements du patrimoine ²	(%)	25,7	27,7	27,1	19,6
Prov./Ter. — Dépenses totales, patrimoine	(en milliers de \$)	436 926	473 289	436 413	450 860
	(%)	100,0	100,0	100,0	100,0
Parcs naturels	(%)	13,3	14,4	15,4	14,8
Parcs et lieux historiques	(%)	21,0	16,2	16,8	15,5
Musées, galeries, archives	(%)	57,9	61,9	60,0	61,4
Autres établissements du patrimoine ²	(%)	7,9	7,4	7,8	8,4
Municipal — Dépenses totales, patrimoine	(en milliers de \$)	35 018	46 681	49 377	35 868
	(%)	100,0	100,0	100,0	100,0
Lieux historiques	(%)	26,4	31,5	34,9	30,8
Musées, galeries, archives	(%)	73,6	68,5	65,1	69,2

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.
 Les dépenses municipales sont calculées par année civile.

Source : Statistique Canada, Enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture

¹ Ces données comprennent les transferts intergouvernementaux. Pour l'ensemble des secteurs culturels, ces transferts se sont chiffrés à environ 286 millions de dollars en 1994-1995, 351 millions de dollars en 1993-1994, 335 millions de dollars en 1992-1993 et 315 millions de dollars en 1991-1992. La plupart de ces transferts visent les fonds affectés aux bibliothèques.

² Ces données comprennent les dépenses associées à d'autres secteurs et établissements du patrimoine, notamment les canaux historiques, les sites archéologiques, les zoos et planétariums, de même que les dépenses générales et administratives liées au patrimoine.

sites répartis dans 169 parcs et zones de conservation. Il s'agit là d'une hausse de près de 2 millions de visiteurs (soit 4 %) par rapport à 1990-1991.

Selon le Rapport sur l'état des parcs (1994)³ de Parcs Canada, qui relève du ministère du Patrimoine canadien, les régions naturelles du Canada sont soumises à diverses sources internes et externes de stress. Des espèces non indigènes, comme les salicaires et les moules zébrées, menacent les écosystèmes terrestres et marins. Les tensions causées par l'homme, notamment la pollution, l'industrie forestière, l'agriculture, l'urbanisation, le tourisme, etc., ont sérieusement ébranlé le milieu naturel. En réponse au caractère sérieux de ces problèmes, une conscience de plus en plus aiguë de l'importance du milieu naturel canadien, tant pour notre passé que pour notre avenir, s'est développée. Elle a amené les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les entreprises, les collectivités et les personnes à agir en faveur de la préservation et de la perpétuation des régions géographiques et écologiques propres au Canada.

³ Rapport de 1994 sur l'état des parcs, *Parcs Canada, Patrimoine canadien, Ottawa, 1995.*

Les gouvernements ont joué un rôle prépondérant dans la création, la préservation et le financement des parcs et des zones de conservation du milieu marin. Si l'on tient compte des 169 entités visées par l'Enquête sur les établissements du patrimoine (voir le tableau 2), les recettes d'exploitation provenant des administrations publiques se sont élevées à 190 millions de dollars, soit 76 % de l'ensemble des recettes d'exploitation enregistrées en 1993-1994. Les recettes en capital provenant des administrations publiques se sont chiffrées à 62 millions de dollars, soit 97 % du total des recettes en capital de 1993-1994. Toutefois, les recettes d'exploitation provenant de sources publiques n'ont augmenté que de 2 % en dollars courants depuis 1990-1991. Les recettes en capital ont en fait accusé une baisse de près de 9 % au cours de la même période.

La dépendance à l'égard d'autres sources de recettes semble s'accroître. Les recettes acquises par le biais des adhésions, des droits d'entrée et les autres recettes acquises ont augmenté de près de 8 % depuis 1990-1991. La part des recettes d'exploitation provenant des contributions d'institutions ou de sociétés privées, de fondations et de particuliers a presque doublé, et celle des

recettes en capital a presque quadruplé. Il convient également de souligner que la baisse de l'emploi à temps plein (recul de 10 % entre 1990-1991 et 1993-1994) s'est accompagnée d'une augmentation de 32 % au chapitre du recours aux services bénévoles. Ces transformations indiquent une participation accrue des collectivités à la préservation des parcs et des cours d'eau canadiens.

Parcs Canada

L'actuel réseau des parcs nationaux est né avec la création du parc national Banff en 1885. Aujourd'hui, Parcs Canada administre 38 parcs nationaux et 2 zones de conservation du milieu marin couvrant environ 2,25 % du territoire canadien. Plusieurs de ces parcs, notamment le parc national Wood Buffalo, le plus grand parc national du Canada créé en 1922, ont été désignés par l'UNESCO comme sites du patrimoine mondial (en raison de leurs ressources du patrimoine d'intérêt mondial). Parcs Canada a l'intention de doter chacune des 39 régions naturelles du Canada d'un parc national d'ici l'an 2000 et prévoit ainsi gérer la protection et la préservation d'entre 3 % et 4 % du territoire canadien. Parcs Canada propose également la création d'une zone de conservation du milieu marin dans chacun

Tableau 2
Indicateurs choisis pour les parcs et les zones de conservation, 1990-1991 à 1993-1994

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	variation en % 1990-1991 à 1993-1994
Nombre d'établissements¹	169	170	168	169	0,00
Fréquentation (en milliers)	54 374	54 372	53 866	56 307	3,56
Recettes (en milliers de \$)	314 084	310 443	311 121	312 911	-0,37
Recettes d'exploitation	243 799	249 359	251 304	248 866	2,08
Recettes non acquises	190 153	194 736	195 065	191 006	0,45
Gouvernements	189 732	194 224	194 537	190 280	0,29
Secteur institutionnel/privé	421	512	527	726	72,45
Recettes acquises	53 647	54 623	56 239	57 860	7,85
Membres et droits d'entrée	15 336	15 313	15 837	17 781	15,94
Autres	38 311	39 311	40 403	40 079	4,61
Recettes en capital	70 285	61 084	59 817	64 045	-8,88
Gouvernements	68 820	60 070	59 274	62 056	-9,83
Secteur institutionnel/privé	217	655	312	847	290,32
Autres recettes en capital	1 247	358	231	1 143	-8,34
Dépenses (en milliers de \$)	267 135	258 392	260 166	262 910	-1,58
Dépenses d'exploitation	193 439	199 841	200 664	199 806	3,29
Rémunération	133 804	134 324	137 027	135 919	1,58
Autres dépenses d'exploitation	59 634	65 518	63 637	63 887	7,13
Dépenses en capital	73 696	58 551	59 502	63 104	-14,37
Employés/bénévoles	11 236	11 805	12 567	12 198	8,56
Employés à temps plein	2 450	2 357	2 318	2 196	-10,37
Employés à temps partiel	5 607	5 640	5 838	5 809	3,60
Bénévoles	3 179	3 808	4 411	4 193	31,90

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les établissements du patrimoine.

¹ Ces données comprennent seulement les parcs et les zones de conservation sans but lucratif qui se caractérisent par un volet axé sur l'éducation ou l'interprétation.

des écosystèmes marins du pays, de façon à enrichir le patrimoine de conservation de 4 nouvelles zones d'ici l'an 2000.

Le réseau des parcs nationaux et des zones de conservation du milieu marin permet de protéger et de préserver d'importants milieux écologiques et d'offrir aux Canadiens la possibilité de connaître, d'apprécier et de comprendre ces milieux naturels. En 1993-1994, le réseau des 36 parcs et zones de conservation relevant alors du gouvernement fédéral (la création de 2 nouveaux parcs a été annoncée en octobre 1996) a accueilli plus de 16 millions de visiteurs. L'ensemble des recettes non acquises et des recettes en capital visant les parcs nationaux provenait du gouvernement fédéral. En fait, les recettes provenant du gouvernement fédéral ont représenté 83 % des recettes totales en 1993-1994. Toutefois, le financement et le personnel des parcs de compétence fédérale ont affiché une baisse au cours des quatre années allant de 1990-1991 à 1993-1994 (voir le tableau 3). La réduction des recettes d'exploitation de source fédérale s'est accompagnée d'une dépendance accrue à l'égard d'une autre source de recettes, les droits d'entrée. Contrairement à ce que l'on

observe dans le réseau général des parcs, les parcs relevant de la compétence fédérale ont subi une diminution du nombre des employés à temps plein et du nombre de bénévoles.

Rivières du patrimoine

Les rivières canadiennes ont été des composantes fondamentales de l'histoire naturelle et humaine du Canada. Aujourd'hui, l'industrie, l'agriculture et l'urbanisation soumettent nos rivières à des tensions impitoyables. Dans le but de définir, de maintenir et de favoriser une utilisation publique responsable des cours d'eau importants, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont créé le Réseau des rivières du patrimoine canadien (RRPC) à titre de programme conjoint. Le RRPC est encadré par une commission composée de représentants nommés par chacun des gouvernements participants. Parcs Canada et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien représentent le gouvernement fédéral au sein de la commission, alors que les provinces et les territoires y sont représentés par des personnes nommées par les ministères compétents⁴.

Tous les organismes qui participent au RRPC ont convenu de souscrire à un ensemble d'objectifs et de politiques décrits dans un document intitulé *Le réseau des rivières du patrimoine canadien : objectifs, principes et modalités de fonctionnement*⁵ et le document *Le Réseau des rivières du patrimoine canadien Plan stratégique, 1996*⁶. En bref, les objectifs consistent à donner une reconnaissance nationale aux principaux cours d'eau canadiens et à en assurer une gestion adéquate à l'avenir (voir la carte illustrant les cours d'eau désignés). Ces objectifs seront réalisés de façon à conserver et à interpréter le patrimoine naturel et humain que ces cours d'eau représentent et à permettre aux résidents et aux visiteurs du Canada d'en apprécier la valeur récréative et patrimoniale.

⁴ En Colombie-Britannique, un simple citoyen a été nommé afin de représenter la province au sein du comité.

⁵ Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 1984.

⁶ Ministère du patrimoine canadien, 1996.

suite p.4

1010230678



STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA

Tableau 3
Parcs relevant de la compétence fédérale, 1990-1991 à 1993-1994

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	variation en % 1990-1991 à 1993-1994
Nombre d'établissements	35	35	36	36	2,86
Fréquentation (en milliers)	16 538	16 088	16 754	16 651	0,68
Recettes (en milliers de \$)	188 206	173 562	179 680	181 987	-3,30
Recettes d'exploitation	142 039	133 441	135 747	134 394	-5,38
Recettes non acquises	111 766	104 694	104 341	103 265	-7,61
Recettes acquises	30 273	28 747	31 406	31 129	2,83
Droits d'entrées	8 755	8 494	8 836	9 734	11,18
Autres	21 518	20 252	22 570	21 394	-0,58
Recettes en capital	46 167	40 121	43 933	47 593	3,09
Dépenses (en milliers de \$)	156 232	138 936	144 090	152 550	-2,36
Dépenses d'exploitation	110 136	104 688	104 246	103 580	-5,95
Rémunération	80 017	75 070	75 664	74 769	-6,56
Autres dépenses d'exploitation	30 119	29 618	28 582	28 811	-4,34
Dépenses en capital	46 096	34 248	39 844	48 970	6,23
Employés/bénévoles	4 270	3 827	3 910	3 825	-10,42
Employés à temps plein	1 388	1 320	1 370	1 303	-6,12
Employés à temps partiel	2 201	2 136	2 188	2 202	0,05
Bénévoles	681	371	352	320	-53,01

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les établissements du patrimoine



Écoute de la radio - Automne 1991 - automne 1995

Loffi Chahdi et John Gordon, Programme de la statistique culturelle

Les données¹ de l'automne 1995 révèlent que les Canadiens continuent d'écouter la radio, en moyenne trois heures par jour, en dépit de toutes les autres demandes sur leur temps de loisir et de la concurrence d'autres formes de divertissement.

La télévision et les journaux peuvent nous tenir au courant de l'actualité. Les cassettes et les disques compacts nous permettent d'écouter nos chansons préférées chaque fois qu'on le veut et n'importe où. Des stations de télévision spécialisées en musique, telles que Musique Plus et Country Music Television, permettent d'écouter de la musique tout en regardant les clips. Les livres et les revues peuvent nous divertir. Donc, pourquoi continuer d'écouter la radio?

Bien que la Banque de données sur l'écoute de la radio de Statistique Canada ne permet pas une réponse directe à cette question, d'autres questions sur le rôle que joue la radio dans la vie quotidienne des Canadiens, sur le genre de stations qu'ils écoutent, sur le temps qu'ils consacrent à l'écoute de la radio, et sur l'auditoire y trouvent leurs réponses.

Certains facteurs influent sur les habitudes d'écoute. Il s'agit, entre autres, de l'évolution dans le domaine de l'électronique qui a permis la portabilité de la radio (à l'automne 1995, 44 % de l'écoute totale était à l'extérieur de la maison), et la possibilité de faire d'autres activités tout en écoutant la radio (une étude antérieure² a démontré que 95 % de l'écoute de la radio est considérée comme activité secondaire).

Les Canadiens comptent sur la radio pour s'informer

Quel rôle joue la radio dans la vie quotidienne des Canadiens - entre autres pour s'informer? L'Enquête internationale de 1994 sur l'alphabétisation des adultes a révélé que près de 81 % des Canadiens âgés de 16 ans et plus ont déclaré se tenir au courant de la plupart du temps ou parfois, des événements d'actualité, des affaires gouvernementales et des affaires publiques. Pour combler ce besoin, 55 % de ces Canadiens ont déclaré avoir obtenu beaucoup d'information de la radio, et un autre 28 % un peu. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes, la radio est une source d'information importante pour les Canadiens.

Les stations de musique contemporaine pour adultes et de musique rock sont les plus populaires

Les stations qui présentent une formule musicale continuent de représenter la plus large part de l'écoute, soit 70 % de l'écoute totale à l'automne 1995, malgré la baisse par rapport à la part de 74 % enregistrée à l'automne 1991. Ceci en dépit de la hausse

Intérêt en information, 1994

Se tenir au courant des événements d'actualité, des affaires gouvernementales et des affaires publiques	Pourcentage
La plupart du temps	59
Parfois	22
Seulement de temps à autre	12
Presque pas du tout	7

Source: Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, Statistique Canada, 1994.

Sources d'information, 1994

	Radio (%)	Télévision (%)	Journaux (%)	Revues (%)
Beaucoup	55	65	43	15
Un peu	28	24	35	33
Très peu	9	6	13	29
Aucune	7	4	8	22

Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, Statistique Canada, 1994.

de 14 % de la part des marchés combinés des formules non-musicales entre 1991 et 1995.

Parmi les stations de formule musicale spécifiquement, la formule de musique contemporaine pour adultes et de rock³, bien qu'elle ait perdu 6 % de sa part de marché depuis 1991, régnait néanmoins en maître, représentant près de la moitié de l'écoute aux stations de formule musicale (48 %) à l'automne 1995. La formule de musique country accaparait la deuxième plus grande part de l'écoute (19 %) et elle a augmenté sa part du marché de près de 9 % depuis 1991.

La popularité des différentes formules varie selon les provinces. La formule de musique contemporaine pour adultes et de rock était populaire partout au pays et représentait un peu plus du tiers de l'écoute totale (y compris les stations de formule non-musicale) à l'automne 1995. Cependant, à Terre-Neuve, les auditeurs ont choisi cette formule dans une plus large proportion (53 %) de leur écoute totale. D'autre part, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan la formule de musique country dominait avec 43 % et 40 % respectivement de l'écoute totale, alors que la moyenne nationale était de 13 %.

Même si la musique contemporaine pour adultes et le rock était aussi la formule préférée de tous les groupes d'âge (à l'exception de ceux de plus de 65 ans), on pouvait constater des différences selon l'âge concernant les deuxième et troisième choix. Ainsi, chez les hommes et les femmes adultes (18 ans et plus) ces choix étaient la musique country et la formule à prépondérance verbale. Chez les jeunes de 12 à 17 ans, les deuxième et troisième choix étaient la musique contemporaine (20 %) et la musique de danse (11 %). La formule de

musique de danse existent uniquement au Québec et en Ontario.

La popularité de la musique contemporaine pour adultes et du rock se reflète également dans l'industrie du disque. En 1993-1994, 50 % des nouveaux enregistrements se classaient dans la catégorie pop/rock. Les catégories suivantes étaient la musique classique et connexe (19 %) et la musique country (7 %).

Ce sont les diplômés universitaires qui écoutent le plus la Société Radio-Canada (SRC)⁴

Les préférences des Canadiens en matière d'écoute radiophonique semblent aussi influencées par le degré d'instruction et la profession. Cette influence est particulièrement évidente en ce qui concerne les formules de la SRC et de musique country.

Le taux d'écoute de la SRC varie de moins de 5 % chez les auditeurs qui ont des études primaires ou moins à 15 % chez ceux qui ont des études universitaires partielles et à 27 % chez les diplômés universitaires. Par contre, seulement 6 % de ceux qui ont une certaine formation universitaire préfèrent la musique country.

¹ La Banque de données sur l'écoute de la radio de Statistique Canada est basée sur les données de Sondages BBM.

² Enquête-pilote sur l'emploi du temps des Canadiens - 1981

³ La musique contemporaine pour adultes et le rock sont une combinaison des formules musique contemporaine pour adultes, succès, souvenirs et rock.

⁴ La SRC est une société non commerciale; ses stations offrent un type particulier d'information et de programmation et elles sont regroupées selon une formule distincte.

suite p.6

Tableau 1
Nombre moyen d'heures d'écoute de la radio, selon la province, l'âge et le sexe, Automne 1991-1995

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Automne 1991											
Hommes 18 +	21,7	18,6	22,8	21,1	20,5	22,7	21,6	20,3	21,7	21,8	21,2
Femmes 18 +	23,1	21,5	22,2	22,1	21,7	23,9	23,2	23,5	22,9	21,9	22,5
Adolescents 12 - 17	12,4	11,6	15,8	13,7	13,7	11,9	13,3	11,6	12,1	11,4	11,2
Population totale	21,5	19,0	21,8	20,9	20,3	22,2	21,6	20,9	21,2	20,8	20,9
Automne 1992											
Hommes 18 +	21,5	18,6	23,9	20,1	19,4	22,6	21,5	20,9	22,9	22,6	19,8
Femmes 18 +	22,7	21,5	23,4	23,6	21,4	24,5	22,3	21,7	23,4	22,1	20,8
Adolescents 12 - 17	11,6	10,2	15,7	11,6	11,2	11,3	12,4	10,6	11,4	11,7	10,3
Population totale	21,1	18,9	22,8	20,9	19,5	22,4	21,0	20,3	21,9	21,3	19,4
Automne 1993											
Hommes 18 +	22,1	20,6	23,7	21,3	18,4	23,5	22,2	21,1	22,4	21,9	20,5
Femmes 18 +	23,1	22,0	25,1	23,5	20,8	24,9	23,5	22,1	22,4	21,3	20,6
Adolescents 12 - 17	11,9	10,0	14,3	11,3	10,6	11,6	12,6	12,3	11,6	11,8	11,0
Population totale	21,6	19,9	23,1	21,3	18,7	22,9	21,9	20,7	21,2	20,6	19,7
Automne 1994											
Hommes 18 +	22,1	20,3	20,4	21,9	19,5	23,4	22,1	21,0	23,3	22,6	20,3
Femmes 18 +	22,6	22,0	24,7	23,3	20,5	24,1	22,4	21,9	22,5	22,3	20,7
Adolescents 12 - 17	11,0	11,6	15,5	10,6	10,9	10,8	11,6	9,6	10,5	11,3	9,7
Population totale	21,2	20,1	21,9	21,5	19,1	22,5	21,2	20,3	21,5	21,2	19,5
Automne 1995											
Hommes 18 +	21,8	20,1	20,7	22,0	19,8	22,7	22,1	20,8	22,4	22,7	19,5
Femmes 18 +	22,2	21,6	23,4	22,1	21,5	23,7	22,2	22,4	20,9	22,0	19,7
Adolescents 12 - 17	11,0	12,1	13,1	9,8	10,5	11,1	11,6	10,7	9,4	12,0	8,9
Population totale	21,0	19,9	21,2	20,9	19,6	22,0	21,2	20,5	20,2	21,2	18,6

On constate des différences semblables en relation avec la profession. Ainsi, la SRC trouve la plus grande part de son auditoire (26 %) chez les cadres supérieurs et les professionnels, tandis que la formule de musique country compte seulement pour 7 % de l'écoute de cette catégorie professionnelle.

Ce sont les Québécois qui écoutent le plus la radio

Au cours des cinq dernières années, la moyenne des heures d'écoute hebdomadaire a changé très légèrement d'une année à

l'autre au pays et dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique où l'écoute a diminué de près de deux heures et demie pendant cette période pour atteindre 18,6 heures par semaine. Au niveau national, la moyenne d'écoute était de 21,0 heures par semaine à l'automne 1995.

Les Québécois avaient le taux d'écoute le plus élevé de toutes les provinces (22,0 heures par semaine). La position du Québec se maintient depuis 1986, c'est-à-dire depuis que Statistique Canada a accès à la répartition des données par province. Les

autres provinces qui avaient un taux d'écoute plus élevé que les 21,0 heures de moyenne nationale sont l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et l'Alberta, chacune ayant une moyenne de 21,2 heures par semaine à l'automne 1995.

Au cours des cinq dernières années, les taux les plus faibles enregistrées à l'automne se trouvent en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve. À l'automne 1995, la Colombie-Britannique avait une moyenne d'écoute inférieure à celle des autres provinces.

Tableau 2
Répartition en pourcentage des heures d'écoute de la radio, selon la formule, Automne 1991-1995

	1991	1992	1993	1994	1995	variation en % 1991 à 1995
	pourcentage					
Formules musicales	73,7	73,7	71,6	71,3	70,1	-4,9
Adulte contemporain/vieux succès	35,9	36,5	30,5	34,4	33,7	-6,1
Musique légère	7,2	7,3	7,1	6,9	6,9	-4,2
Country	12,3	13,3	14,3	13,7	13,4	8,9
Rock (album intégral)	10,6	10,0	10,3	5,6	6,1	-42,5
Contemporain	4,4	4,2	3,0	4,9	4,8	9,1
Musique de détente	3,3	2,4	2,5	1,1	1,0	-69,7
Danse	3,9	4,7	4,2	..
Autres formules	26,3	26,3	28,4	28,7	29,9	13,7
Société Radio-Canada	10,0	9,3	9,5	9,2	9,7	-3,0
Prédominance verbale	10,4	10,4	8,6	12,1	12,0	15,4
Sports	3,2	0,5	0,5	..
Stations des É.U.	3,6	3,6	3,1	3,2	3,1	-13,9
Autres	2,2	3,2	3,4	3,7	4,6	109,1
Total	100	100	100	100	100	

.. nombres indisponibles.

suite p.7

Les adolescents passent la moitié moins de temps à écouter la radio que les adultes
Les hommes adultes (18 ans et plus) écoutaient la radio en moyenne 21,8 heures par semaine, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de 22,2 heures par semaine déclarée par les femmes adultes. Les adolescents de 12 à 17 ans écoutent la radio un peu plus que les adultes pendant la soirée, mais beaucoup moins pendant la journée, surtout pendant la période de 10 h à 15 h, quand la plupart sont à l'école. Ce n'est donc pas surprenant que l'écoute moyenne hebdomadaire (11,0 heures par semaine) par les adolescents ne représentait que la moitié de celle déclarée par les adultes.

La popularité des stations MF augmente rapidement

Même si le nombre d'heures d'écoute de la radio ne montre pas de tendance manifeste à la hausse ou la baisse, l'écoute aux stations MF a augmenté régulièrement.

En 1995, il y avait 817⁵ stations sources au Canada⁶. Les stations MF, les plus nombreuses (467 stations sources), représentaient 57 % du total, comparative-ment à 47 % en 1991. La part d'écoute démontrait une augmentation encore plus marquée de la popularité des stations MF, qui représentaient près des deux tiers des auditeurs déclarés (62 %) à l'automne 1995. Il y a cinq ans, les stations MA et MF avaient une popularité égale. La popularité de la

radio MF se constate chez tous les groupes d'âge et les sexes.

Conclusion

En résumé, malgré la concurrence que lui livrent la télévision, les journaux, les cassettes et les disques compacts, les livres et les revues, la radio continue de jouer un rôle important dans la vie des Canadiens, que ce soit pour s'informer, écouter de la musique ou tout simplement se divertir.

Note au lecteur :

Ces données sont basées sur une enquête auprès de 81 470 Canadiens âgés de 12 ans et plus, représentant une population de 25,4 millions approximativement. Les données sur l'écoute portent sur sept jours déterminés et ont été recueillies au moyen d'un questionnaire de type journal au cours d'une période de huit semaines, soit de septembre à octobre 1995. Bien que le taux de retour, de 50,1 %, ne soit pas très élevé par rapport à la norme de Statistique Canada, il est de l'ordre de ceux qu'on observe, au Canada et ailleurs, dans le secteur de la radiodiffusion relativement au calcul du nombre d'auditeurs. On recommande d'interpréter les données avec la prudence nécessaire.

Le projet de la radio du Programme de la statistique de la culture est une initiative conjointe de la Division de l'analyse du marketing du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de la Direction de la politique de la radiodiffusion de Patrimoine canadien et de la Sous-division de la culture de Statistique Canada.

La banque de données sur l'écoute de la radio de Statistique Canada intègre des fichiers provenant de différentes sources. Les données de base sur l'écoute sont achetées de BBM et comprennent les caractéristiques démographiques des répondants à l'enquête. L'information sur les formules de stations particulières est fournie par le CRTC.

La fréquentation des cinémas et des ciné-parcs est toujours en hausse

Norman Verma, gestionnaire de projet, cinémas

La fréquentation des cinémas au Canada était en hausse en 1994-1995, poursuivant la tendance amorcée il y a trois ans¹. Malgré l'essor durable du secteur du divertissement à domicile, les entrées au cinéma se sont accrues pour une troisième année consécutive, atteignant 81,1 millions en 1994-1995, ou environ 4 %² de plus que l'année précédente. Les cinémas ont également inscrit des bénéfices en hausse (+ 7 %) à 62,6 millions de dollars en 1994-1995. La fréquentation des ciné-parcs a progressé de 9 % par rapport à 1993-1994 pour se chiffrer à 2,7 millions. Cependant, les bénéfices des ciné-parcs ont accusé un recul de 9 %.

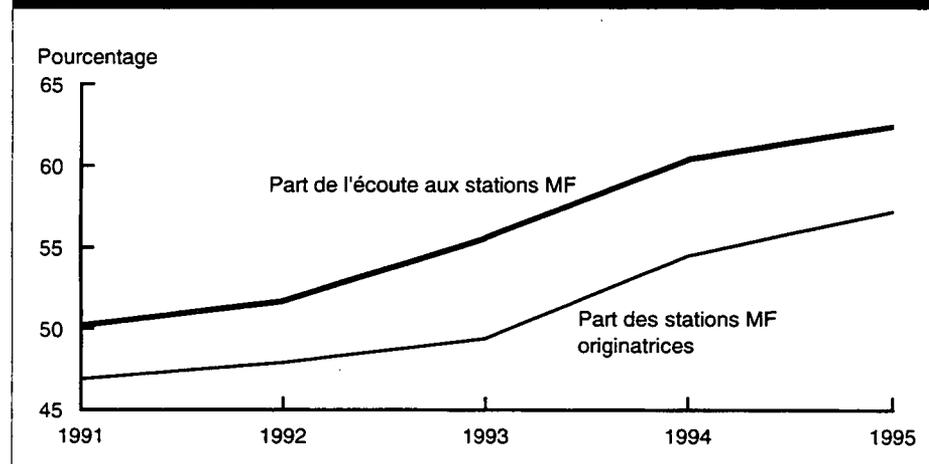
Le déclin pendant des décennies, puis une croissance soutenue

La fréquentation des cinémas, ciné-parcs compris, a enregistré un sommet inégalé de 256 millions d'entrées en 1952-1953, avant que les téléviseurs fassent partie de l'équipement ménager standard. Les entrées sont tombées à 98 millions en 1963-1964 et se sont maintenues à ce niveau au cours des deux décennies suivantes.

Pendant les années 1980-1981 à 1990-1991, la prolifération des magnétoscopes et des autres formes de matériel de divertissement à domicile a entraîné une chute de 21 % de la fréquentation des cinémas et des ciné-parcs; celle-ci s'est établie à 78,9 millions de personnes. En 1991-1992, la fréquentation a enregistré son niveau le plus bas en 40 ans pour s'inscrire à 71,6 millions, en baisse de 9 % sur l'année précédente.

Aujourd'hui, cependant, la situation paraît différente. Les résultats d'enquête les plus récents montrent que la fréquentation des cinémas continue de remonter au Canada. Les entrées ont augmenté au cours de chacune des trois dernières années pour atteindre 81,1 millions en 1994-1995, soit un léger accroissement par rapport au niveau

La moyenne d'écoute hebdomadaire des stations MF a augmenté régulièrement depuis l'automne 1991



¹ De fait, les données d'enquête ne nous permettent pas de déterminer si la hausse est attribuable au nombre accru de personnes qui fréquentent les cinémas ou encore au même nombre de personnes qui fréquentent plus souvent les cinémas.

² Les procédés d'enquête ont été modifiés en 1994-1995 et un certain nombre d'enquêtes ont été ajoutés au plan de sondage. De ce fait, pour que les données soient exactes, les comparaisons de pourcentages (pour les années comprises entre 1990-1991 et 1994-1995) ne portent que sur les cinémas ayant répondu à l'enquête au cours des années de comparaison. Il convient de signaler que les nombres déclarés dans le texte pour 1994-1995 correspondent aux nombres réels fournis par tous les répondants à l'enquête de 1994-1995.

suite p. 8

des entrées enregistré en 1990-1991, qui indique une lente remontée après la chute subie en 1991-1992. Entre 1991-1992 et 1994-1995, la plupart des provinces et des territoires ont déclaré une hausse de la fréquentation des cinémas, allant de 2 % au Manitoba à 25 % en Colombie-Britannique.

Les ciné-parcs ont rapporté une deuxième hausse annuelle d'affilée, la fréquentation ayant atteint 2,7 millions en 1994-1995, ou 9 % de plus que l'année précédente.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le regain d'intérêt pour le grand écran. Les cinémas qui comptent plusieurs salles de projection spacieuses dotées de sièges confortables, d'un son numérique et de jeux vidéo sont devenus des lieux de divertissement attrayants pour les adolescents et les familles. Les plus mordus du cinéma se trouvent chez les enfants dont les parents sont des baby-boomers et qui ont atteint l'adolescence ou la vingtaine. En outre, les droits d'entrée moyens ont diminué d'environ 11 % au début des années 90 en raison des rabais tels que ceux du mardi, des matinées pour les enfants, des abonnements aux cinémas de répertoire et d'autres rabais accordés en soirée. En 1994-1995, les prix sont demeurés stables dans les cinémas et ont, en fait, diminué de 2 % aux ciné-parcs.

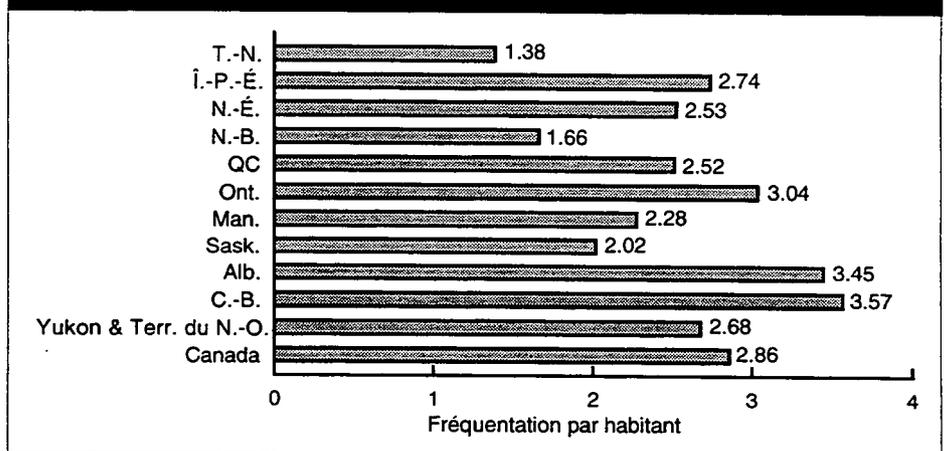
En 1994-1995, ce sont les habitants de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qui ont le plus fréquenté les cinémas. La fréquentation dans ces provinces a largement dominé la moyenne nationale de presque trois sorties au cinéma par an (figure 1). Terre-Neuve a enregistré la plus faible fréquentation moyenne, soit environ une sortie au cinéma par personne pendant l'année.

Les cinémas appartenant à des chaînes attirent beaucoup plus de clients que les cinémas indépendants. En 1994-1995, les premiers ont attiré en moyenne 85 % de l'ensemble des personnes qui sont allées au cinéma; 59 % du nombre total de cinémas, ciné-parcs compris, faisaient partie de chaînes. Sur une base individuelle, les cinémas appartenant à des chaînes ont reçu en moyenne 181 840 personnes, soit environ quatre fois plus que les cinémas indépendants (47 260 personnes).

La fréquentation des cinémas appartenant à des chaînes est concentrée dans les régions métropolitaines. En 1994-1995, presque les

Figure 1

La fréquentation par habitant aux cinémas et aux ciné-parcs a été la plus basse à Terre-Neuve et la plus élevée en Colombie-Britannique, 1994-1995



deux tiers de la fréquentation totale déclarée par les cinémas de cette catégorie étaient concentrés dans les régions métropolitaines, bien que seulement la moitié environ du nombre total de cinémas exploités par des chaînes soit située dans ces zones. Ce phénomène est attribuable au fait que les grands cinémas appartenant à des chaînes et situés dans les régions métropolitaines offrent l'avantage d'être dotés d'écrans multiples et de projeter généralement en primeur les films les plus intéressants sur le plan commercial.

Bénéfices à la hausse pour les cinémas et à la baisse pour les ciné-parcs

Les cinémas ont eu une bonne année sur le plan financier puisque leurs bénéfices ont augmenté de 7 % pour atteindre 62,6 millions de dollars en 1994-1995. Les bénéfices des cinémas indépendants ont accusé un écart prononcé vers le bas par rapport à ceux des cinémas appartenant à des chaînes. En 1994-1995, les cinémas de cette dernière catégorie ont enregistré des bénéfices moyens de 165 050 \$, soit presque dix fois plus que ceux des cinémas indépendants (17 860 \$). Les bénéfices des cinémas appartenant à des chaînes se sont accrus de presque 8 %, contre 6 % environ pour les cinémas indépendants.

Les bénéfices des ciné-parcs n'ont pas été aussi substantiels en dépit de la fréquentation accrue, et les cinémas indépendants ont davantage écopé que les cinémas appartenant à des chaînes. Les ciné-parcs ont déclaré des bénéfices de 1,9 million de dollars en 1994-1995, en baisse de 9 % par rapport à l'année précédente. Les ciné-parcs exploités par des chaînes ont vu leurs bénéfices diminuer de 7 % en 1994-1995 pour se chiffrer à 42 000 \$ par ciné-parc, alors que les bénéfices des cinémas indépendants ont fléchi de 36 % pour s'établir à 9 680 \$ par ciné-parc.

Poursuite de la restructuration

Sous l'effet de la concurrence soutenue que représentent les services de divertissement à domicile, les exploitants de cinémas ont été poussés à rationaliser et restructurer leurs opérations. Ils ont continué de fermer les cinémas déficitaires et de convertir de nombreux cinémas en cinéplex dans les centres urbains.

Entre 1990-1991 et 1994-1995, le nombre de cinémas a baissé d'environ 11 % pour se fixer à 582. Toutefois, le nombre de salles de projection s'est accru de presque 3 % pour atteindre 1 682 pendant la même période. En 1994-1995, près des quatre cinquièmes du

Les entrées payantes aux cinémas en 1994-1995 ont été légèrement plus élevées qu'en 1990-1991 (selon un ensemble-type de 501 cinémas et 69 ciné-parcs)

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Cinémas (entrées payantes en milliers)	69 701	63 291	64 224	67 511	69 883
Ciné-parcs (entrées payantes en milliers)	2 263	2 074	1 880	2 130	2 322
Tous les cinémas (en milliers)	71 964	65 365	66 104	69 641	72 205

suite p. 9

nombre total d'écrans ont été déclarés par des cinémas appartenant à des chaînes, et ces cinémas ont été presque entièrement à l'origine de l'augmentation du nombre de salles de projection entre 1990-1991 et 1994-1995. Les ciné-parcs ont déclaré en moyenne 1,6 écran en 1994-1995, soit un niveau quasi inchangé par rapport à 1990-1991.

Les propriétaires de cinémas s'efforcent aussi de soutenir la concurrence en réduisant leurs charges salariales. En 1994-1995, les cinémas ne comptaient que 2,0 employés à temps plein par cinéma, après une baisse annuelle moyenne d'environ 11 % du

personnel depuis 1990-1991. Les cinémas ont réduit les emplois à temps partiel à un rythme beaucoup plus lent (taux annuel moyen de 0,5 %), maintenant ainsi la prééminence de ce type de travail dans le secteur, soit 13,3 personnes à temps partiel par cinéma en 1994-1995.

Les ciné-parcs, en revanche, ont déclaré une hausse annuelle moyenne de 2 % du nombre d'employés à temps plein par ciné-parc, celui-ci étant passé à 2,2 entre 1990-1991 et 1994-1995. Ils ont également enregistré une hausse correspondante de 2,3 % des employés à temps partiel par ciné-parc, qui se sont chiffrés à 10,2 en 1994-1995.

Le secteur du divertissement à domicile poursuit son essor

Bien que l'impact sur les cinémas du secteur du divertissement à domicile semble s'être stabilisé, les cinémas continuent de faire face à la concurrence de ce secteur. En 1990, par exemple, 66 % des ménages possédaient un magnétoscope et 71 % étaient abonnés à des services de câblodiffusion. Parmi les abonnés à ces services, 28 % utilisaient des services facultatifs supplémentaires tels que la diffusion de films sans messages publicitaires. En 1994, 79 % des ménages possédaient un magnétoscope, 74 % étaient abonnés à un service de câblodiffusion et 69 % de ces abonnés utilisaient des services additionnels. □

Saviez-vous que... ? Points saillants des données de 1994-1995 sur les dépenses publiques au titre de la culture

Les administrations publiques fédérale, provinciales/territoriales et municipales ont consacré ensemble 5,84 milliards de dollars¹ à la culture en 1994-1995, soit 0,5 % de plus que l'année précédente. Compte tenu de l'inflation, toutefois, les dépenses publiques totales pour la culture accusent un recul de 0,3 % par rapport à l'année précédente, la cinquième année d'affilée de régression, après correction de l'inflation.

Le gouvernement fédéral a injecté 2,88 milliards de dollars dans le secteur culturel (presque la moitié de toutes les dépenses publiques pour la culture), soit 1,6 % de plus que l'année précédente. Cette augmentation a mis un terme à trois années consécutives de régression, au cours desquelles les dépenses culturelles fédérales avaient reculé à un taux moyen annuel de 0,7 %. La croissance des dépenses fédérales en 1994-1995 était essentiellement le fait de l'accroissement des dépenses consacrées à la radiodiffusion². Même si les dépenses fédérales consacrées aux projets d'exploitation et d'investissement ont augmenté de 2 %, les subventions, les contributions et les autres transferts aux artistes et aux organismes culturels de la part du gouvernement fédéral ont fléchi de 3 %.

Les dépenses fédérales pour la culture ont augmenté dans sept provinces et territoires. La croissance a été la plus forte dans les Territoires du Nord-Ouest (+12 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+8 %). Les reculs les plus marqués ont eu lieu au Yukon (-12 %) et à Terre-Neuve (-9 %).

Les dépenses fédérales par habitant ont oscillé dans une fourchette de 690 \$ dans les Territoires du Nord-Ouest à 40 \$ en Colombie-Britannique, la moyenne nationale se situant à 98 \$.

Dépenses publiques par habitant au titre de la culture, 1995-1995

	Fédérales	Provinciales/territoriales	Municipales
	\$		
Canada	98	62	49
Terre-Neuve	89	48	22
Île-du-Prince-Édouard	140	90	10
Nouvelle-Écosse	87	58	31
Nouveau-Brunswick	90	41	26
Québec	116	83	37
Ontario	108	50	54
Manitoba	68	78	41
Saskatchewan	49	56	53
Alberta	59	57	41
Colombie-Britannique	40	63	80
Yukon	443	289	11
Territoires du Nord-Ouest	690	202	20

Les administrations provinciales et territoriales ont consacré un total de 1,82 milliard de dollars à la culture, c'est-à-dire quelque 5 % de moins que l'année précédente. C'était seulement la deuxième baisse en une décennie, après un repli de 2 % en 1993-1994. Les diminutions de dépenses qui ont dépassé la moyenne nationale (-5 %) en 1994-1995 ont touché la Colombie-Britannique (-16 %), puis le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard (-8 % chacun) et la Nouvelle-Écosse (-6 %). Les dépenses ont augmenté au Manitoba (12 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (4 %) et au Yukon (2 %).

Par habitant, les dépenses provinciales/territoriales ont dépassé la moyenne nationale de 62 \$ dans quatre provinces et les deux territoires. Les dépenses ont été inférieures à la moyenne nationale dans les autres provinces, le niveau le plus faible (41 \$) étant celui du Nouveau-Brunswick.

Les municipalités ont dépensé un total de 1,43 milliard de dollars pour la culture, soit 0,9 % de plus que l'année précédente. Les dépenses pour les bibliothèques ont continué de dominer les budgets culturels municipaux, représentant environ les trois quarts des dépenses culturelles des municipalités.

Les dépenses culturelles des municipalités ont fléchi à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Québec et dans les deux territoires. Elles ont augmenté dans toutes les autres provinces.

¹ Les dépenses totales sont nettes des transferts intergouvernementaux.

² Le gros de cette augmentation est attribuable aux coûts de décroissance, qui comprenaient les indemnités de départ de personnel.

